



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 17 juillet 2020

Parcoursup 2020 : l'intensification du tri scolaire et social

Avec un taux de réussite au bac proche des 96% et un nombre de places dans le supérieur qui stagne, l'équation s'annonce compliquée à la rentrée. Alors que les lycéen-ne-s de terminale ont déjà vécu une fin d'année difficile, la sélection de Parcoursup qui se termine ce vendredi 17 juillet est une source d'angoisse supplémentaire.

Frédérique Vidal annonce que seul-e-s 9 500 lycéen-ne-s se trouvent sans affectation dans le supérieur alors que selon les chiffres publiés sur le site de Parcoursup lui-même, 727 615 des 857 216 candidat-e-s ($\approx 84\%$) ont obtenu une proposition d'admission. A l'heure actuelle, **plus de 90 000 personnes attendent encore une place en première année d'enseignement supérieur** contre 58 000 l'année dernière. Derrière ces chiffres se cache un écart croissant entre d'une part les vœux des lycéen-ne-s et des candidat-e-s en réorientation, et d'autre part les capacités d'accueil dans certaines formations, saturées depuis plusieurs années. On compte 50 000 bachelier-e-s de plus cette année par rapport à la rentrée dernière, soit l'équivalent de deux universités moyennes françaises.

Dans les universités, les directions préparent en ce moment des rentrées « hybrides », entre cours en présence et à distance, ainsi que différents modèles en fonction de la situation sanitaire. Avec des amphis qui ne pourront accueillir que 25% des étudiant-e-s par endroit, la rentrée sera très compliquée.

Ce que ne dit pas la ministre, c'est que pour affronter cette rentrée encore plus tendue que les précédentes, l'Université a besoin de moyens financiers et humains : création de places, embauche massive d'enseignant-e-s et de personnels administratifs et

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fed@sudeducation.org

www.sudeducation.org



techniques pour dédoubler les TD/TP et faire face aux effectifs croissants, récupérer des mètres carrés, mettre en place des moyens informatiques pour les étudiant-e-s et les enseignant-e-s si les cours ne peuvent se dérouler en présence...

Cela fait des années que l'enseignement supérieur français fonctionne au bord de la rupture et ce ne sont pas quelques 3 000 places en plus en BTS ou 1 000 en apprentissage qui amortiront la hausse des effectifs dans le supérieur cette année. L'ambition du gouvernement, selon la ministre, est de trouver une place (pas forcément dans la formation visée en priorité) pour chaque lycéen-ne-s à la rentrée, comme l'y contraint le code de l'éducation. *Quid* des nombreux-ses candidat-e-s en réorientation ?

Le projet de loi LPPR, qui organise la dégradation du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, semble pourtant constituer la priorité du ministère. Elle est pourtant refusée par la très grande majorité des personnels et usager-e-s du supérieur, ce qu'a mis en évidence l'intense mobilisation du semestre dernier. Cette LPPR sera présentée dès la semaine prochaine en conseil des ministres, en promettant à la recherche 25Mds sur 10 ans alors que l'ESR a besoin dès cette rentrée **d'un plan d'investissement massif, de recrutement de personnels enseignants et administratifs et de résorption de la précarité étudiante, dramatiquement mise en évidence par le confinement.**

Plus que jamais SUD éducation refuse la sélection à l'Université et revendique la création de places pour permettre l'accès de chaque candidat-e à la filière de son choix et un accès à un enseignement supérieur émancipateur, laïc, gratuit et ouvert à toutes et tous.